

ETUDE DE CAS N°1 : EVALUATION CARICOM

Introduction

La Communauté des Caraïbes (CARICOM) est engagée dans un processus d'intégration régionale depuis plus de 35 ans. L'acte fondateur de ce processus est le traité de Chaguaramas signé en 1973. Cependant, au cours des dix dernières années, la CARICOM a intensifié les activités visant à approfondir et à élargir le marché unique et l'espace économique de la CARICOM. Le fondement du processus d'intégration régionale est l'établissement et le fonctionnement d'un marché et d'une économie uniques (EMUC). La première mesure prise dans ce sens a été le remplacement du traité de 1973 par le traité révisé de Chaguaramas instituant la Communauté des Caraïbes, qui comprend le marché et l'économie uniques de la CARICOM. Le traité révisé a été signé le 5 juin 2010 par les chefs de gouvernement de la Communauté lors de leur vingt-deuxième réunion à Nassau, aux Bahamas. Le volet "marché unique" est mis en œuvre à un rythme accéléré. L'économie unique devrait être mise en place en 2020.

Du côté de la Communauté européenne, l'intégration régionale est le secteur central du Programme indicatif régional des Caraïbes (CRIP). Tant le document de stratégie régionale (DSR) que le programme indicatif régional (PIR) 2014-2020 reflètent l'engagement de la CE à soutenir l'intégration régionale et le repositionnement de la région des Caraïbes dans l'économie mondiale. Sur la base de cet engagement, la Commission européenne (CE) et le Forum des Caraïbes des États ACP (CARIFORUM) ont signé, en janvier 2014, une convention de financement (CF) prévoyant une subvention d'un montant de 40,5 millions d'euros pour financer le programme d'appui à l'intégration des Caraïbes (CISP) du 10e FED.

Le programme régional CISP est mis en œuvre par un mélange de gestion décentralisée et de gestion conjointe. L'ordonnateur régional (OR), secrétaire général de la CARICOM, est chargé d'assurer la gestion globale de l'accord de contribution du CISP.

La section récapitulative de la convention de financement du programme régissant le 10e FED-CISP indique qu'une évaluation à mi-parcours (EMP) devrait avoir lieu au cours de la deuxième année de mise en œuvre du CISP. L'objectif principal de EMP est de fournir aux décideurs du secrétariat de la CARICOM, aux services de coopération extérieure concernés de la Commission européenne et au grand public des informations suffisantes pour procéder à une évaluation indépendante globale des performances passées du programme, en accordant une attention particulière aux résultats. Il devrait également permettre de tirer les principaux enseignements et de proposer des recommandations pratiques pour les actions de suivi.

L'EMP a eu lieu entre le 11 et le 29 juillet 2017 (les termes de référence sont fournis en annexe 2). La méthodologie de l'EMP est basée sur les lignes directrices de la CE pour l'évaluation. Un bref aperçu de la méthodologie adoptée se trouve à l'annexe 3.

Annexe 1 : Matrice du Cadre Logique

	Logique d'intervention	Indicateur	Hypothèses
Objectif général (OG)	Contribuer à l'intégration et au repositionnement de la région dans le monde	Augmentation des chiffres du commerce régional	Les pays des Caraïbes continuent à s'engager en faveur de l'intégration régionale. Aucune crise majeure impacte les effets de la libéralisation économique.
Objectif spécifique (OS)	Les contraintes de capacité du CARIFORUM et de ses États membres en matière d'intégration régionale s'atténuent progressivement.	Lois harmonisées dans les États membres ; le secrétariat de la CARICOM est en mesure de fournir un soutien de plus en plus rapide aux États membres dans tous les secteurs ; suppression des obstacles à l'économie unique	Voir ci-dessus
Résultats	1. Création et consolidation de l'EMUC.	<ul style="list-style-type: none"> - Le marché unique de la CARICOM commence à fonctionner à la fin du projet - Lancement de l'économie unique et progrès réalisés à la fin du projet 	Les gouvernements et les autres parties prenantes ont la capacité de mettre en œuvre les politiques, les stratégies et les actions convenues au rythme requis.
	2. Amélioration des capacités de négociation en matière de commerce extérieur des États membres du CARIFORUM, de l'OECS et du CRNM/OTN	CARIFORUM/UE/APE : les États membres de l'OECS ont négocié un APE avec succès, apportant une contribution efficace aux négociations commerciales internationales et capables de respecter leurs engagements et obligations.	Les membres de la CARICOM restent attachés au commerce multilatéral et régional ; les gouvernements ont la volonté de négocier et la capacité de mettre en œuvre l'APE. L'OECS est capable et désireuse de continuer à s'engager dans le système multilatéral fondé sur des règles et de fournir une capacité technique et financière adéquate pour mettre en œuvre les engagements.
	3. CRITI établi et opérationnel.	Textes disponibles dans au moins une autre langue que l'anglais dans toutes les réunions régionales importantes.	Volonté de la Région de soutenir le CRITI
	4. Amélioration et harmonisation de la production de données statistiques aux niveaux national et régional	Les statistiques économiques utilisées dans la planification et le suivi des progrès de la l'intégration économique de la CARICOM	Les acteurs nationaux et régionaux fourniront et utiliseront des statistiques économiques.
	5. promotion efficace du développement des TIC dans la région	Croissance de 10 % par rapport aux chiffres de 2010 pour l'utilisation des TIC dans la région %.	Les gouvernements nationaux restent attachés à la la promotion des services/industries des TIC.

	Renforcement de la capacité du secrétariat de la CARICOM à fournir des formations et des conseils politiques sur l'offre et la demande de drogues Réduction	Personnel en place, formation du personnel fournie, budget pour les frais de voyage et les réunions utilisé, contrats de service et d'approvisionnement finalisé	Une volonté constante des autorités aux niveaux national et local de lutter contre les drogues illicites
	7. Fourniture efficace et effective d'assistance technique dans le secteur financier (CARTAC)	Les demandes des EM pour L'AT sont effectuées dans les 2 mois	Les agences multilatérales et les gouvernements des Caraïbes continueront à soutenir la CARTAC.
	8. Phase II du développement de l'aéroport Ogle, mis en œuvre par La Guyane	Nouvelles liaisons aériennes régionales.	Les compagnies aériennes existantes et nouvelles utiliseront l'aéroport d'Ogle.
	9 ¹⁴ . Renforcement de la capacité du secrétariat de la CARICOM à coordonner les programmes régionaux, efficacité des programmes régionaux et gestion financière.	Ressources régionales du 10e FED entièrement engagées et niveaux de décaissement adéquats.	Le secrétariat de la CARICOM dispose d'un personnel suffisant

¹⁴

Composante 7 dans l'AC

Annexe 2 : Termes de référence de l'évaluation

CONTEXTE

Le document de stratégie régionale (DSR) et le programme indicatif régional (PIR) 2008-2013 reflètent l'engagement de la CE à soutenir l'intégration régionale et le repositionnement de la région des Caraïbes dans l'économie mondiale. L'intégration régionale est le secteur central du Programme indicatif régional (PIR) des Caraïbes.

Le fondement du processus d'intégration régionale est l'établissement et le fonctionnement d'un marché et d'une économie uniques (EMUC). La première étape qui a été franchie pour atteindre cet objectif a été la révision du traité de Chaguaramas de 1973. Il a été remplacé par le Traité révisé de Chaguaramas établissant la Communauté des Caraïbes, y compris le marché et l'économie uniques de la CARICOM. Le traité révisé a été signé le 5 juin 2010 par les chefs de gouvernement de la Communauté lors de leur vingt-deuxième réunion à Nassau, aux Bahamas. Le volet "marché unique" est mis en œuvre à un rythme accéléré. Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

- (a) la libéralisation pour supprimer les restrictions frontalières à la libre circulation des biens, des services, des capitaux, des personnes qualifiées et au libre exercice du droit des ressortissants de la CARICOM de créer des entreprises commerciales partout dans le marché unique (le marché intérieur) ;
- (b) l'harmonisation des législations, des règlements et des règles administratives, des directives et des procédures afin d'approfondir la fluidité du marché intérieur ;
- (c) la mise en place d'institutions régionales et nationales complémentaires pour permettre une gestion efficace, cohérente et coordonnée des régimes du marché intérieur, y compris l'application des règles et disciplines communautaires ;
- (d) l'organisation et la fourniture d'un soutien technique aux États membres afin d'accroître leur capacité à assumer efficacement les responsabilités communautaires et de permettre à leurs ressortissants de participer à l'économie régionale.

L'économie unique devrait entrer en vigueur en 2020.

La Commission européenne (CE) et le Forum des Caraïbes des États ACP (CARIFORUM) ont signé en janvier 2014 une convention de financement (CF) prévoyant une subvention d'un montant de 40,5 millions d'euros pour financer le Programme d'appui à l'intégration des Caraïbes (CISP) du 10^e FED. Le CISP est une convention de financement couvrant deux engagements globaux (9RCA12 pour 37 millions d'euros et 9RCA13 pour 3,5 millions d'euros) et 4 programmes différents.

Objectif et finalité du 10^e FED-PCIS :

L'*objectif global* du 10^e FED-PCSI est de contribuer à l'intégration et au repositionnement de la région dans l'économie mondiale. Le *but du programme* est de répondre aux contraintes de capacité du CARIFORUM et de ses États membres afin de promouvoir et d'approfondir efficacement l'intégration, la coopération et le développement régionaux.

L'essentiel du CISP du 10^e FED est mis en œuvre par un accord de contribution (9ACP RCA12) signé entre la CARICOM et la CE en avril 2007. Les trois autres programmes couverts par l'accord de contribution sont le Centre régional d'assistance technique des Caraïbes (CARTAC), l'Agence de mise en œuvre pour la criminalité et la sécurité (IMPACS) et le soutien à l'aéroport d'Ogle.

L'accord de contribution avec la CARICOM soutient les sept composantes suivantes du CISP :

- 1) une série de mesures visant à mettre en œuvre le marché et l'économie uniques communs (EMUC) ;
- 2) les négociations commerciales extérieures menées par les pays du CARIFORUM ;
- 3) la création et le fonctionnement du Caribbean Information and Translation Institute (CRITI) qui sera situé au Suriname ;
- 4) l'amélioration et la production harmonisée de données économiques et statistiques aux niveaux régional et national à la CARICOM ;
- 5) le développement de la société de l'information et de la communication dans les Caraïbes ;
- 6) la réduction de l'offre et de la demande de drogues illicites ; et
- 7) un soutien général au secrétariat de la CARICOM.

Procédures et calendrier de mise en œuvre :

La période de mise en œuvre de l'AC est de 36 mois, comme défini à l'article 2, paragraphe 3, des conditions particulières de l'accord de contribution. Les procédures à appliquer pour la mise en œuvre de l'action et le suivi et les contrôles ex-post sont décrits à l'article 7, paragraphes 5 et 6, de la convention de contribution. Les modalités de prélèvement des ressources et d'établissement des rapports financiers sont décrites à l'article 4 des conditions particulières de l'AC.

La première tranche des fonds du programme, d'un montant de 12,9 millions d'euros, a été versée à la CARICOM le 23 mai 2015. La mise en œuvre du plan de travail annuel (PTA) de la première année a été achevée le 30 avril 2016 et la deuxième année, qui sera achevée le 30 avril 2017, bénéficie d'une prolongation accordée jusqu'au 31 décembre 2020.

Modalités de gestion :

Le projet régional CISP est mis en œuvre par un mélange de gestion décentralisée et conjointe. Une évaluation institutionnelle du secrétariat de la CARICOM a été entreprise en 2013 pour s'assurer de sa capacité à conclure un accord de contribution avec la CE.

L'Ordonnateur Régional (OR), Secrétaire Général de la CARICOM, a la responsabilité d'assurer la gestion globale de l'accord de contribution CISP. Une structure de gestion a été conçue pour assurer la supervision et le suivi de la mise en œuvre du programme. Elle se compose de :

- . *Équipe de coordination du programme (ECP)*: L'équipe de coordination du programme (ECP) assurera l'orientation et la supervision du programme en concluant sur les éléments du programme directement mis en œuvre par le CCS. Elle examinera les progrès réalisés et formulera des recommandations pour améliorer les résultats du programme.
- . *Groupe consultatif du programme (GCP)* : Le GCP fournira des conseils au directeur du programme et aux Équipes de coordination du programme sur la conception, la planification et la mise en œuvre du programme. Le GCP constitue un forum permettant aux directeurs et aux gestionnaires du CSC de partager des informations, de transmettre leur expertise, de discuter des problèmes, d'examiner les progrès réalisés et de formuler des recommandations pour améliorer les résultats du programme.
- . *Comité de pilotage du programme (CP)* : Le Comité fournira des orientations politiques et assurera la supervision du Programme. Il se réunira deux fois par an et servira de forum au Secrétariat du CARICOM, au CARIFORUM et à la CE pour définir les priorités, donner des orientations, approuver les plans de travail annuels et examiner les progrès accomplis dans l'obtention de résultats.

Financement :

L'accord de contribution (AC) prévoyait une contribution de l'UE de 36 000 000 d'euros et une contribution de contrepartie de la CARICOM de 900 000 euros. L'accord prévoyait les paiements suivants :

Ier. Préfinancement	12 940 720 EUR
Prévision de la deuxième tranche de préfinancement	11 529 638 EUR
Paielement final prévu	11.529.638 EUR
TOTAL	<u>36 900 000 EUR</u>

État actuel de la mise en œuvre :

Débloccage des fonds :

Le premier préfinancement de 12 940 724 euros a été versé le 23 mai 2014.

Les points forts des performances :

- Dix (10) contrats d'assistance technique ont été signés. Huit (8) ont été achevés et deux sont toujours en cours.
- Quatre (4) contrats de fournitures ont été signés
- Trente-huit (38) procédures d'appel d'offres ont été lancées
- Quarante-cinq (48) des 71 postes ont été pourvus
- Les négociations des APE ont été menées à bien et l'accord APE a été signé avec la CE le 15 octobre 2015.
- Formation entreprise pour les praticiens de la réduction de la demande de drogues, le personnel de la mission de l'OECS à Genève, et en renforcement statistique.

Des problèmes majeurs :

- Nombre important de procédures d'appel d'offres infructueuses
- Lent taux de recrutement du personnel

La section 4.2 de la section "Résumé" de la convention de financement du programme régissant le 10e FED-CISP indique qu'une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale auront lieu respectivement au cours de la deuxième et de la quatrième année pour les sept volets du programme couverts par la convention de contribution. L'accord de financement indique également que pour les travaux de l'aéroport d'Ogle, les composantes IMPACS et CARTAC, une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale du projet sont prévues.

Par souci d'efficacité, l'EMP comprendra les sept composantes de l'AC, un examen à mi-parcours de l'IMPACS et un examen final de la CARTAC.

2. OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

L'EMP fournira aux décideurs du secrétariat de la CARICOM, aux services de coopération extérieure concernés de la Commission européenne et au grand public des informations suffisantes pour :

2.1. Procéder à une évaluation globale indépendante des performances passées du programme, en accordant une attention particulière aux résultats/effets des actions du programme par rapport aux objectifs.

- 2.2.** Identifier les principaux enseignements et proposer des recommandations pratiques pour les actions de suivi.

3. QUESTIONS À ÉTUDIER

Les consultants vérifient, analysent et évaluent en détail les questions exposées à l'annexe 12 "Mise en page, structure du rapport final". La liste des questions ne se veut pas exhaustive. Les questions/problèmes se réfèrent aux cinq critères d'évaluation approuvés par le CAD de l'OCDE (pertinence, efficacité, efficience, durabilité et impact) et aux critères d'évaluation spécifiques à la CE (valeur ajoutée, visibilité et cohérence de la CE).

Les consultants sont tenus d'utiliser leur jugement professionnel et leur expérience pour examiner tous les facteurs pertinents et les porter à l'attention de la CARICOM et de la Commission européenne.

Les consultants accorderont en outre une attention particulière et formuleront des recommandations sur les questions suivantes :

3.1 Examiner les éventuels changements/développements des priorités de la CARICOM concernant l'allocation budgétaire et les activités du CISP-10e FED depuis la signature de l'accord-cadre et formuler les recommandations correspondantes pour réorienter les activités et réaffecter les budgets. Ces recommandations tiendront également compte de l'efficacité et de la capacité d'absorption des organismes de mise en œuvre, ainsi que des plans de programmation du 10e FED, dans la mesure où ils sont disponibles.

3.2. L'accord de contribution contient environ 170 activités et indicateurs de performance différents. Il convient d'examiner le niveau de détail auquel les activités sont ventilées ainsi que le niveau de détail et la qualité des indicateurs, y compris les recommandations d'ajustement.

3.3. L'EMP examinera et analysera la matrice du cadre logique (annexe 1) de l'accord de financement actuel du CISP-10e FED et fera des recommandations sur les ajustements possibles du cadre logique, y compris l'élaboration d'indicateurs réalistes avec des sources de vérification tangibles pour tous les éléments du CISP.

3.4. Étant donné que la passation des marchés a posé un problème majeur dans la mise en œuvre jusqu'à présent, les consultants devraient analyser les plans actuels de passation des marchés et faire des recommandations pour une passation des marchés la plus efficace et la plus efficiente possible pour les activités/budgets restants à acquérir.

3.5. Examiner les dispositions et les capacités institutionnelles d'IMPACS et de CARTAC afin d'évaluer si les agences peuvent effectivement mettre en œuvre et maintenir les activités des projets.

3.6. Les résultats de la deuxième évaluation institutionnelle et de l'audit financier du secrétariat de la CARICOM entrepris en février 2016 ainsi que la documentation/le rapport sur la mission de suivi axée sur les résultats de février-juin 2016 fourniront des éléments clés pour cette EMP. De même, les commentaires formels du Secrétariat de la CARICOM sur ces rapports constitueront également des contributions à l'EMP.

4. MÉTHODOLOGIE

4.1. Gestion et pilotage de l'évaluation

Pour obtenir des conseils méthodologiques, les consultants se référeront au site Internet d'EuropeAid consacré à la méthodologie d'évaluation http://ec.europa.eu/comm/europeaid/evaluation/intro_pages/methods.htm

L'évaluation est gérée par la section régionale de la délégation de la CE en Guyane avec l'aide d'un groupe de référence composé de représentants du secrétariat de la CARICOM et de la délégation de la CE. Les principales fonctions du groupe de référence sont les suivantes :

- Agréger et résumer les points de vue des services de la Commission et servir d'interface entre les consultants et les services, complétant ainsi les contacts bilatéraux.
- S'assurer que l'équipe d'évaluation a accès et a consulté toutes les sources d'information et tous les documents pertinents relatifs au projet/programme.
- Pour valider les questions d'évaluation.
- Discuter et commenter les notes et rapports fournis par l'équipe d'évaluation. Les commentaires de Les membres individuels du groupe sont rassemblés dans un document unique par le gestionnaire d'évaluation et transmis ensuite à l'équipe d'évaluation.
- Aider au retour d'information sur les résultats, les conclusions, les leçons et les recommandations de l'évaluation.

4.2. L'approche / le processus d'évaluation

L'approche d'évaluation doit être développée et mise en œuvre comme présenté ci-dessous.

Une fois l'équipe d'évaluation externe engagée par contrat, le processus d'évaluation se déroulera en trois phases : une phase théorique, une phase de terrain et une phase de synthèse, comme décrit ci-dessous :

4.2.1. Phase d'étude - Début

Au cours de la phase initiale de la phase de conception, les documents de programmation pertinents énumérés à l'*annexe 1* doivent être examinés. L'équipe d'évaluation analysera ensuite le cadre logique du CISP qui est l'*annexe A de la convention de financement* et le *cadre logique* tel que reconstruit dans le cadre du *plan de travail annuel de la deuxième année*. Les documents de programmation pertinents doivent également être examinés, ainsi que les documents qui définissent la stratégie/cadre politique plus large. Sur la base des informations recueillies, l'équipe d'évaluation devrait

- Décrivez le contexte de la coopération au développement.
- Commentaire sur la convention de financement
- Commentaire sur l'accord de contribution
- Commentaire sur le cadre logique de la convention de financement
- Commenter les thèmes / questions d'évaluation proposés (voir annexe 2 ; section3) ou, le cas échéant, proposer un ensemble de questions d'évaluation alternatives ou complémentaires justifiant leur pertinence.
- Développer l'évaluation en sous-questions, identifier les indicateurs provisoires et leurs moyens de vérification, et décrire la stratégie d'analyse.
- Proposer le plan de travail pour la finalisation de la première phase.
- Confirmez le calendrier définitif.

Au cours de la phase initiale, un rapport initial est préparé (voir section 5).

4.2.2. Phase de travail - Finalisation

Au cours de la phase de finalisation de la phase théorique, l'équipe d'évaluation doit effectuer les tâches suivantes

- Examinez systématiquement les documents disponibles pertinents.
- Présenter une méthodologie indicative pour l'évaluation globale du projet/programme.

- Présenter chaque question d'évaluation en indiquant les informations déjà recueillies et leurs limites ; fournir une première réponse partielle à la question, identifier les questions restant à couvrir et la des hypothèses qui restent à tester, et décrivent une méthode complète pour répondre à la question.
- Identifier et présenter la liste des outils à appliquer dans la phase de terrain ;
- Énumérez toutes les mesures préparatoires déjà prises pour la phase sur le terrain.

À la fin de la phase d'étude, un rapport est préparé (voir section 5).

4.2.3. Phase de terrain

La phase sur le terrain doit commencer dès l'approbation du rapport de la phase théorique par le responsable de l'évaluation. L'équipe d'évaluation sera invitée à entreprendre un travail de terrain dans les lieux suivants

- Bureau IMPACS à Trinidad, y compris une visite/réunion avec le sous-bureau de la délégation de la CE
- Unité CSME à la Barbade
- CRNM/OTN à la Barbade
- Le siège du CROSQ à la Barbade
- Bureau de la CARTAC à la Barbade, y compris une visite/réunion avec le bureau de la délégation de la CE
- Secrétariat de l'OECS à Sainte-Lucie
- Le siège du CRITI au Suriname
- Siège de la Commission de la concurrence au Suriname
- Secrétariat de la CARICOM au Guyana

L'équipe d'évaluation devra :

- Soumettre son plan de travail détaillé avec une liste indicative des personnes à interviewer, des enquêtes à entreprendre, des dates de visite, de l'itinéraire et du nom des membres de l'équipe responsable. Ce plan doit être appliquée de manière suffisamment souple pour tenir compte de toute difficulté de dernière minute sur le terrain. Si un écart important par rapport au plan de travail ou au calendrier convenu est perçu comme créant un risque pour la qualité de l'évaluation, il convient d'en discuter immédiatement avec le responsable de l'évaluation.
- Organiser une réunion d'information avec le secrétariat de la CARICOM et la délégation de la CE respectivement dans les premiers jours de la phase sur le terrain.
- Assurer un contact et une consultation adéquats avec les différentes parties prenantes, ainsi que leur participation ;
- Travailler en étroite collaboration avec les autorités et agences gouvernementales compétentes pendant toute la durée de leur mission. utiliser les sources d'information les plus fiables et les plus appropriées et harmoniser les données provenant de différentes sources pour permettre une interprétation aisée.
- Résumer ses travaux sur le terrain à la fin de la phase de terrain ; discuter de la fiabilité et de la couverture de la collecte de données, et présenter ses conclusions préliminaires lors d'une réunion avec le responsable de l'évaluation et le Groupe de référence.

4.2.4. Phase de synthèse

Cette phase est principalement consacrée à la préparation du projet de rapport final. Les consultants assureront que:

- Leurs évaluations sont objectives et équilibrées, les affirmations précises et vérifiables, et les recommandations réalistes.
- Lors de la rédaction du rapport, ils indiqueront clairement où se situent les changements dans la direction souhaitée qui ont déjà eu lieu, afin d'éviter d'induire le lecteur en erreur et de provoquer une irritation ou une offense inutile.

Si le gestionnaire d'évaluation estime que le projet de rapport est de qualité suffisante, il le fait circuler pour commentaires aux membres du groupe de référence et convoque une réunion en présence de l'équipe d'évaluation.

Sur la base des commentaires exprimés par les membres du groupe de référence, et recueillis par le responsable de l'évaluation, l'équipe d'évaluation doit modifier et réviser le projet de rapport. Les commentaires demandant des améliorations de la qualité méthodologique doivent être pris en compte, sauf en cas d'impossibilité démontrée, auquel cas l'équipe d'évaluation doit fournir une justification complète. Les commentaires sur le fond du rapport peuvent être acceptés ou rejetés. Dans ce dernier cas, l'équipe d'évaluation doit en expliquer les raisons par écrit.

4.2.5. Projet de rapport final révisé

Sur la base des commentaires formulés par le groupe de référence et recueillis par le responsable de l'évaluation, l'équipe d'évaluation doit rédiger la version finale du rapport, dans laquelle les règles applicables à l'intégration des commentaires sont celles énoncées dans la section précédente.

4.2.6. Qualité du rapport d'évaluation final

La qualité du rapport final sera évaluée par le responsable de l'évaluation à l'aide d'une grille d'évaluation de la qualité.

5. Exigences en matière de rapports

Les rapports doivent répondre à des normes de qualité. Le texte du rapport doit être illustré, le cas échéant, par des cartes, graphiques et tableaux ; une carte de la ou des zones d'intervention du projet est requise (à joindre en annexe). Le consultant soumettra les rapports suivants en anglais :

5.1. Rapport initial de 12 pages maximum à soumettre le 5e jour à partir du début des services du consultant.

Dans ce rapport, le consultant doit décrire la première conclusion de l'étude, le degré prévu de difficultés dans la collecte des données, les autres difficultés rencontrées et/ou prévues en plus de son programme de travail et la mobilisation du personnel.

5.2. Rapport documentaire (de 40 pages maximum, texte principal, à l'exclusion des annexes) à soumettre le 12e jour, qui est la fin de la phase documentaire pour traiter les questions mentionnées au point 4.

5.3. Projet de rapport final (de 50 pages maximum, à l'exclusion des annexes) en utilisant la structure présentée à l'annexe 2 et en tenant dûment compte des commentaires reçus des membres du groupe de référence. Outre les réponses aux questions d'évaluation, le projet de rapport final doit également synthétiser tous les résultats et conclusions en une évaluation globale du projet/programme. Le rapport devrait être présenté dans les 5 jours ouvrables suivant la réception des commentaires du Secrétariat de la CE et de la CARICOM.

5.4. Rapport final d'EMP avec les mêmes spécifications que celles mentionnées au point 3 ci-dessus, intégrant toutes les observations reçues des parties concernées sur le projet de rapport, à présenter dans les 4 jours ouvrables suivant la réception de l'approbation par la délégation du rapport d'EMP préfinal.

La distribution des (4) rapports en version papier/électronique se fera comme suit :

Liste de distribution	Rapport final de l'EMP
Secrétariat de la CARICOM	7 copies
IMPACS	2 copies
CARTAC	2 copies
Commission européenne	5 copies
Nombre total de copies	16 copies

Le **rapport final de l'EMP** ne doit pas dépasser 50 pages. Toutes les informations complémentaires sur le contexte général, le programme ou les aspects de la méthodologie et de l'analyse doivent être limitées aux annexes.

La page de couverture du rapport final de l'EMP doit comporter le texte suivant
"Cette évaluation est soutenue et guidée par la Commission européenne et présentée par [nom de la société de conseil]. Le rapport ne reflète pas nécessairement les vues et les opinions de la Commission européenne".

Le rapport final de l'EMP comprendra :

- i) Résumé
- ii) Texte principal
- iii) Conclusions et recommandations, un (1) chapitre chacune pour IMPACS, CARTAC et le volet "accord de contribution" couvrant la pertinence, l'efficacité, l'impact, la durabilité, la cohérence, la valeur ajoutée communautaire, la visibilité et les autres questions spécifiques énumérées au paragraphe 3.
- iv) Annexes
 - a. Liste des abréviations et des acronymes
 - b. Les termes de référence (TdR) de l'évaluation à mi-parcours
 - c. Méthode d'évaluation détaillée comprenant : les options prises, les difficultés rencontrées et les limites. Détail des outils et des analyses.
 - d. Liste des personnes et organisations consultées, interviewées et ayant participé aux DG
 - e. Autres annexes techniques, le cas échéant et selon les besoins.

Le consultant inclura en annexe le format du CAD pour les résumés des rapports d'évaluation (voir annexe 5). Le rapport doit être diffusé sous l'entière responsabilité de la Commission.

6. L'équipe d'évaluation

L'équipe d'évaluation sera composée de trois experts ayant les profils et les qualifications

suivants Caractéristiques communes :

- une expérience solide et diversifiée dans le domaine d'expertise spécifique requis, y compris une expérience dans l'évaluation des programmes (pour au moins 2 des experts, y compris le chef d'équipe) ;

- une expérience dans la région des Caraïbes (le nombre d'années d'expérience peut varier d'un expert à l'autre, quelle que soit sa position dans l'équipe) ;
- une parfaite connaissance pratique de l'anglais et une excellente rédaction de rapports
- connaissant parfaitement les principes et les méthodes de travail de la gestion du cycle de projet et les méthodes de fourniture de l'aide communautaire ;

Particularités : Au moins un des experts doit avoir de solides connaissances et une expérience pratique des questions de genre et de l'analyse de l'intégration du genre. Au moins un des experts doit avoir une expérience pratique des techniques d'évaluation de l'impact environnemental des projets.

- Expert A : Chef d'équipe et expert principal possédant au moins une maîtrise en gestion de programmes/projets, économie, politique publique, affaires internationales, mondialisation et développement international, ou dans un domaine connexe. Expertise en méthodes et techniques d'évaluation de programmes/projets. Un minimum de dix (10) ans d'expérience dans l'évaluation de programmes de développement en général et dans les interventions de développement régional en particulier, sera un atout supplémentaire.
- Expert B : Expert en marchés publics possédant au moins un diplôme universitaire en gestion de programmes/projets, économie, politique publique, affaires internationales, mondialisation et développement international ou dans un domaine connexe. Solides connaissances des méthodes et techniques d'évaluation des programmes/projets. Une expérience d'au moins sept (7) ans dans l'évaluation des programmes de développement au niveau régional (Caraïbes) sera un atout supplémentaire.
- Expert C : Expert en ressources humaines et/ou en développement organisationnel ayant au moins une université

Diplôme en gestion de programmes/projets, économie, politique publique, affaires internationales, mondialisation et développement international ou dans un domaine connexe. Solides connaissances des méthodes et techniques d'évaluation des programmes/projets. Une expérience d'au moins cinq (5) ans dans l'évaluation des programmes de développement au niveau régional (Caraïbes) sera un atout supplémentaire.

La composition de l'équipe d'experts doit être équilibrée pour permettre une couverture complète des différents aspects de l'évaluation des projets (méthodes et techniques d'évaluation) tels que définis dans le présent mandat, y compris les questions transversales.

L'équipe dans son ensemble doit posséder un bon niveau de connaissance et d'expérience des processus d'intégration régionale des Caraïbes et des questions de développement régional et avoir une expérience de travail dans les Caraïbes.

7. INFORMATIONS ADMINISTRATIVES

Les voyages internationaux et régionaux doivent être prévus dans le budget. Les transports locaux à Trinidad, au Suriname, à Sainte-Lucie, au Guyana et à la Barbade seront également couverts par les indemnités journalières.

8. plan de travail et calendrier

Le tableau suivant est un calendrier indicatif de l'EMP et peut être modifié avec l'accord de toutes les parties concernées.

Jours	Homme - Jours	TÂCHE
1-4	6	<u>Phase d'étude - Début</u> <ul style="list-style-type: none"> Préparation - soumission du rapport initial par courrier électronique à la délégation de la CE Guyane
5-9	6	<u>Phase d'étude - Finalisation</u> <ul style="list-style-type: none"> Préparation - soumission du rapport de bureau par e-mail à la délégation de la CE en Guyane
10	3	<u>Phase de terrain</u> <ul style="list-style-type: none"> Voyager d'Europe à Georgetown
11	3	<ul style="list-style-type: none"> Briefing/Réunion de la délégation de la CE en Guyane Briefing/Mtg w/ CARICOM/CARIFORUM
12	3	Voyage à Trinidad, Suriname et Sainte-Lucie Les 3 experts se séparent ici pour des réunions de terrain

Jours	Homme - Jours	TÂCHE
13-14	6	<u>Réunions à Trinidad - Expert A</u> <ul style="list-style-type: none"> Rencontre/Interview avec IMPACS Réunion avec les donateurs soutenant IMPACS Réunion avec la délégation de la CE <u>Réunions au Suriname - Expert B</u> <ul style="list-style-type: none"> Rencontre/Interview avec le siège du CRITI Réunion avec le siège de la Commission de la concurrence <u>Réunions à Sainte-Lucie - Expert C</u> <ul style="list-style-type: none"> Rencontre/Interview avec l'OECS
15	3	<ul style="list-style-type: none"> Voyage à la Barbade
16	3	<u>Réunions à la Barbade</u> Les experts se séparent pour les réunions : <ul style="list-style-type: none"> Mtg/Interview w/ CSME Unit - <i>Expert A</i> Mtg/Interview avec le CRNM/OTN HQ - <i>Expert B</i> Mtg/Interview w/ CROSQ - <i>Expert C</i>
17	3	<ul style="list-style-type: none"> Mtg/Interview w/ CARTAC - <i>Expert A</i> Mtg avec d'autres donateurs soutenant le CSME, CRNM/OTN, CROSQ & CARTAC - <i>Expert B & C</i>
18	3	<ul style="list-style-type: none"> Réunion avec la délégation de la CE - Barbade
19	3	<ul style="list-style-type: none"> Retour à Georgetown
20-21	6	<u>Réunions à Georgetown</u> Les experts se séparent pour les réunions : <ul style="list-style-type: none"> Interview/Mtg w/ CARICOM/CARIFORUM - <i>Experts A & B</i> Réunion avec d'autres donateurs CARICOM/CARIFORUM - <i>Expert C</i>
22	3	<ul style="list-style-type: none"> Analyse et préparation du projet d'aide-mémoire
23	3	<ul style="list-style-type: none"> Débriefing/présentation de l'aide mémoire à la délégation de la CE en Guyane Débriefing avec/Présentation de l'aide mémoire au CARICOM/CARIFORUM Réunion du groupe de référence
24-25	6	<u>Réunion à Genève</u> <ul style="list-style-type: none"> Voyage de retour en Europe, Genève Réunion avec le Secrétariat de l'OECD à Genève
26-29	9	<u>Phase de synthèse</u> <ul style="list-style-type: none"> Rédaction du rapport provisoire de l'EMP Soumettre le projet de rapport d'EMP
		Commentaires du Secrétariat de la CE et de la CARICOM sur le projet de rapport sur l'ETM (dans les 10 jours ouvrables)

29-31	6	<ul style="list-style-type: none"> Finalisation du rapport intégrant les commentaires de la CE & CARICOM & soumission de la version révisée à la CE (4 jours ouvrables)
		<ul style="list-style-type: none"> Approbation du rapport pré-final de l'ETM par la délégation de la CE (<i>dans les 10 jours ouvrables</i>)
	-	<ul style="list-style-type: none"> Soumission du rapport final d'EMP à la Délégation (<i>dans les 4 jours ouvrables à compter de la réception de l'approbation de la délégation du pré-rapport final d'EMP</i>)
TOTAL	75	

DOCUMENTS À EXAMINER

a) CISP 10e FED

- La convention de financement (9582/REG) entre la Commission européenne et le CARIFORUM dans le cadre du 10e FED CISP (RCA/003/05rev)
- L'accord de contribution entre la Communauté européenne et la CARICOM (9 ACP RCA 12 & 9 ACP RCA 13)
- L'analyse du cadre logique du CISP contenue dans la convention de financement et sa ou ses révisions
- Le cadre logique du CISP pour la deuxième année du PTA
- Les plans de travail annuels (PTA) et le budget pour l'année 1 et l'année 2 du CISP
- Le rapport narratif et financier annuel de la CISP pour la ^{première} année, du 1er mai au 30 avril 2008
- Le rapport annuel narratif et financier de la CISP pour la ^{deuxième} année, du 1er mai au 30 avril 2009
- Le rapport sur la ^{première} évaluation institutionnelle du Secrétariat de la CARICOM (2006)
- Le rapport sur la ^{2ème} évaluation institutionnelle du Secrétariat de la CARICOM (février 2009)
- Le rapport sur l'audit financier de la ^{première} année du secrétariat de la CARICOM (février 2009)
- Le rapport sur la mission de suivi axé sur les résultats (ROM) de février et mars 2009
- Rapports trimestriels du CARIFORUM sur les programmes régionaux

b) 10e FED

- Le document de stratégie régionale (DSR) et le programme indicatif régional (PIR) 2008-2013
- La feuille de route du CRIP

c) Autres documents pertinents

- Document de stratégie régionale du CARIFORUM et documents connexes
- Traité révisé de Chaguaramas instituant la Communauté des Caraïbes, y compris le marché et l'économie uniques de la CARICOM
- Marchés de services et de fournitures passés dans le cadre du CISP
- Manuel de procédures générales (MRG) - Directives, procédures et politiques en matière de personnel du Secrétariat de la CARICOM

- Projet de plan stratégique pour le secrétariat de la CARICOM
- Communications de la CE sur la région des Caraïbes
- Communications de la CE sur l'intégration régionale
- d'autres documents de politique et de programmation pertinents des partenaires nationaux/locaux et d'autres donateurs soutenant l'intégration régionale
- la documentation du secrétariat de la CARICOM qui concerne l'intégration régionale en général et le CISP en particulier

d) CARTAC

- Accord de contribution
- Plans de travail et budgets annuels
- Rapports narratifs et financiers sur l'état d'avancement du projet
- Rapports annuels
- Rapport d'achèvement de projet (ou de fin de projet)
- Contrat pour les services et fournitures acquis dans le cadre de la CARTAC
- Échanges de communication entre la CE et le bureau de mise en œuvre de la CARTAC

e) IMPACS

- Accord de délégation
- Plan de travail triennal et estimations du programme
- Rapports narratifs et financiers sur l'état d'avancement du projet
- Marchés de services et de fournitures passés dans le cadre du programme IMPACS
- Échanges de communication entre la CE et le bureau de mise en œuvre d'IMPACS

L'équipe d'évaluation doit identifier et obtenir tout autre document méritant d'être analysé, par le biais de ses entretiens avec les personnes qui sont ou ont été impliquées dans la conception, la gestion et la supervision du projet / programme. Les personnes ressources pour la collecte d'informations et de données doivent être recherchées dans les services de la CE, au Secrétariat de la CARICOM et/ou dans le service public en Guyane.

Annexe II : Mise en page, structure du rapport final

Le rapport final ne doit pas dépasser environ 50 pages. Les informations complémentaires sur le contexte général, le programme ou les aspects de la méthodologie et de l'analyse doivent se limiter aux annexes.

La page de couverture du rapport porte le texte suivant

" Cette évaluation est soutenue et guidée par la Commission européenne et présentée par [nom de la société de conseil]. Le rapport ne reflète pas nécessairement les vues et les opinions de la Commission européenne".

Les principales sections du rapport d'évaluation sont les suivantes :

Résumé

Un résumé bien structuré, précis et indépendant est un élément essentiel. Il doit être court, ne dépassant pas cinq pages. Il doit se concentrer principalement sur l'objectif ou les questions clés de l'évaluation, présenter les principaux points d'analyse et indiquer clairement les principales conclusions, les enseignements tirés et les recommandations spécifiques. Des références croisées doivent être faites aux numéros de page ou de paragraphe correspondants dans le texte principal qui suit.

Introduction

Une description du projet/programme et de l'évaluation, fournissant au lecteur des explications méthodologiques suffisantes pour juger de la crédibilité des conclusions et pour reconnaître les limites ou les faiblesses, le cas échéant.

Réponses aux questions / Résultats

Un chapitre présentant les questions d'évaluation et les réponses concluantes, ainsi que les preuves et le raisonnement.

L'organisation du rapport doit être faite autour des réponses aux questions d'évaluation qui couvrent systématiquement les critères d'évaluation du CAD : pertinence, efficacité, efficience, impact et durabilité, plus cohérence et valeur ajoutée propres à la Commission. Dans une telle approche, les critères seront traduits en questions spécifiques. Ces questions sont destinées à donner une forme plus précise et plus accessible aux critères d'évaluation et à articuler les principales questions qui préoccupent les parties prenantes, optimisant ainsi l'orientation et l'utilité de l'évaluation.

OBSERVATIONS MÉTHODOLOGIQUES

L'équipe d'évaluation doit se référer au cadre logique du projet/programme.

Il est suggéré que l'équipe d'évaluation effectue :

- une évaluation rapide grâce à une visite sur le terrain et une série d'entretiens
- une enquête par questionnaire impliquant un échantillon de bénéficiaires
- une série de groupes de discussion impliquant des bénéficiaires et des non-bénéficiaires
- une série d'études de cas

La proposition en réponse à ces termes de référence doit identifier tout écart linguistique et/ou culturel et expliquer comment il sera comblé.

Le projet/programme doit être jugé davantage sous l'angle de la perception qu'ont les bénéficiaires des avantages reçus que sous celui des gestionnaires des réalisations ou des résultats obtenus. Par conséquent, les entretiens et les enquêtes doivent se concentrer sur les personnes extérieures (bénéficiaires et autres groupes concernés au-delà des bénéficiaires) autant que sur les personnes intérieures (gestionnaires, partenaires, opérateurs de terrain). La proposition en réponse à ces termes de référence, ainsi que les autres documents fournis par l'équipe d'évaluation, doivent clairement indiquer la proportion d'initiés et d'outsiders parmi les entretiens et les enquêtes.

Une question méthodologique essentielle est de savoir si les changements observés ou signalés peuvent être partiellement ou entièrement attribués au projet/programme, ou dans quelle mesure le projet/programme a contribué à ces changements. L'équipe d'évaluation doit identifier les problèmes d'attribution / contribution le cas échéant et effectuer ses analyses en conséquence.

Il doit être clair pour tous les membres de l'équipe d'évaluation que l'évaluation n'est ni un sondage d'opinion ni une occasion d'exprimer ses idées préconçues. Cela signifie que toutes les conclusions doivent être fondées sur des faits et des preuves, par le biais de chaînes de raisonnement claires et de jugements de valeur transparents. Chaque jugement de valeur doit être rendu explicite en ce qui concerne :

- l'aspect du projet/programme jugé (sa conception, une procédure de mise en œuvre, une pratique de gestion donnée, etc.)
- le critère d'évaluation est utilisé (pertinence, efficacité, efficience, durabilité, impact, cohérence, valeur ajoutée de la CE)

Le rapport d'évaluation ne doit pas être systématiquement biaisé en faveur de conclusions positives ou négatives. Les critiques sont les bienvenues si elles sont exprimées de manière constructive. L'équipe d'évaluation reconnaît clairement les cas où des changements dans la direction souhaitée sont déjà en cours, afin d'éviter d'induire le lecteur en erreur.

D. Questions d'évaluation révisées

	Critère	Questions d'évaluation	Commentaires	Sources
1	Efficacité	Dans quelle mesure le CISP tient-il compte des besoins spécifiques à la région ?	Il convient de préciser ce qu'incluront les besoins "spécifiques" et "changeants".	Opinion publique, gouvernements
2	Pertinence	Dans quelle mesure le CISP a-t-il répondu aux besoins/problèmes qui justifient un soutien au niveau régional plutôt que national ?	Point important ! Y a-t-il eu au début un large débat sur les coûts et les avantages du soutien aux institutions régionales ? Cela concerne aussi les différents résultats des composantes 1 à 9	Personnes ressources, CE, gouvernements nationaux
3	Efficacité	Les objectifs et les résultats du CISP ont-ils fait l'objet d'un large débat avec toutes les parties prenantes ?	La participation active de la CARICOM et des États membres devra être analysée	Gouvernements des États membres CARICOM
4	Efficacité	Dans quelle mesure le CISP se concentre-t-il sur les institutions/partenaires les mieux placés pour traiter les problèmes d'intégration ?	On suppose que le nombre d'institutions traitant des problèmes d'intégration régionale est limité dans la Région	CE, autres donateurs
5	Pertinence	Dans quelle mesure l'expérience de régions comparables ont été intégrées ?	Peu est mentionné dans les documents concernant l'expérience du PACIFIC ISLANDS FORUM à Fidji.	Internet, personnel de la CE, autres donateurs
6	Pertinence	Les risques et hypothèses ont été correctement formulées	Essentiel pour évaluer correctement la qualité du design ou modèle	Délégation de la CE, Secrétariat de la CARICOM
7	Pertinence	Dans quelle mesure la conception du projet a-t-elle intégré les enseignements tirés du passé et les questions de durabilité ?	Point important : L'évaluation sera basée sur les nombreuses références mentionnées dans l'accord-cadre.	Etudes sur dossier
8	Pertinence	La logique d'intervention suit-elle la méthodologie du cadre logique ?	Le cadre logique joint à l'accord-cadre énumère 9 résultats présentant des lacunes en matière de qualité des indicateurs et de logique.	Etudes sur dossier
9	Efficacité	Dans quelle mesure le CISP (et ses composantes) a-t-il contribué à renforcer le processus d'intégration régionale ? Y a-t-il d'autres institutions en concurrence ?	Le CISP travaille principalement par l'intermédiaire de l'OECS, du CARICOM et du CARIFORUM, qu'en est-il du CAE ? Les indicateurs permettant de mesurer les progrès de l'intégration régionale sont faibles	Projet
10	Efficacité	Dans quelle mesure le CISP a-t-il contribué à l'accroissement des échanges et de la croissance économique	Considéré comme un indicateur de l'objectif du projet	Statistiques, chambres de commerce
11	Efficacité	Dans quelle mesure le CISP a-t-il contribué à améliorer la capacité des institutions régionales	La capacité semble rester faible si l'on considère les problèmes de recrutement et d'appels d'offres	institutions, société civile
12	Efficacité	Dans quelle mesure de effets non prévus a influencé le projet ?	À évaluer	Équipe de coordination du projet
13	Efficacité	Dans quelle mesure les interventions de la Commission ont contribué à produire les effets escomptés avec les coûts de transaction les plus bas possibles ?	À traiter individuellement dans les 9 volets	Entretiens avec le personnel responsable

14	Efficacité	Existe-t-il des preuves d'une plus grande valeur ajoutée de l'aide communautaire dans le cas d'actions qui ont mobilisé le plus de ressources ?	Probablement pas un problème	Délégation de la CE en Guyane
15	Pertinence	En quelle mesure les gouvernements ont-ils été activement impliqués dans la mise en œuvre des projets ?	Un soutien actif a-t-il été apporté afin de remédier aux insuffisances de la gestion	Personnel responsable du CISP, gouvernements des États membres,
16	Efficacité	Dans quelle mesure la gestion quotidienne du CISP et de ses différentes composantes a-t-elle contribué à la rentabilité	En ce qui concerne le suivi des documents de planification, la gestion du personnel, le budget, la gestion des risques, la coopération avec d'autres institutions, les délais, la passation des marchés et la sous-traitance	L'équipe de coordination du projet, le groupe consultatif du programme, pour chacune des composantes avec le personnel responsable
17	Efficacité	La CARICOM ou les contributions des institutions locales ont-elles été suffisantes ?	Les contributions semblent être plutôt faibles	Coordination Projet, Groupe consultatif de programme,
18	Efficacité	Dans quelle mesure les résultats du suivi et les recommandations ont-ils été pris en compte ?	Une série de rapports de contrôle externe ont été rédigés, qui contiennent des recommandations spécifiques	Équipe de coordination du projet, bureau
19	Efficacité	En quelle mesure l'AT a-t-elle apporté des solutions ?	Des contrats d'AT ont été conclus dans la plupart des pays et des composantes. Les contrats devront être révisés afin d'évaluer la qualité de l'AT.	Équipe de coordination du projet, rapports d'AT
20	Efficacité	Les activités menées jusqu'à présent ont-elles donné lieu à des résultats imprévus ?	À enquêter	Équipe de coordination du projet,
21	Impact	Dans l'hypothèse d'une finalisation sans heurts du programme, le commerce régional sera-t-il susceptible d'augmenter et la croissance économique d'ici la fin du projet ? Dans quels domaines ?	Crucial pour évaluer les impacts possibles	Secrétariat de la CARICOM, chambres de commerce
22	Durabilité	Dans quelle mesure des dispositions ont-elles été prises par Secrétariat de la CARICOM sur le suivi du CISP	Il faudra examiner si des accords ont déjà été envisagés et si des dispositions budgétaires ont été discuté	Secrétariat de la CARICOM
23	Durabilité	Dans quelle mesure l'intervention de la CE sera-t-elle susceptible de contribuer à générer des résultats différents éléments de manière à ce qu'ils perdurent après la fin de l'aide ?	À évaluer individuellement	Gestion du CISP, personnel responsable des différentes composantes
24	Complément.	Dans quelle mesure la stratégie de la Commission au niveau régional est complémentaire aux stratégies CE définies dans chacun des pays de la région ?	Les stratégies par pays doivent être connues	Délégations de la CE à la Barbade, à T&T, au Guyana et au Suriname
25	Cohérence	Cohérence du projet avec les initiatives en cours	À évaluer	autres donateurs
26	Coupes transversales	Les questions transversales ont-elles été ignorées dans la conception et la mise en œuvre des projets ? Des lacunes constatées ?	Non visible après la lecture des documents	étude documentaire, société civile

LISTE DES ACRONYMES

ACCP	Assemblée des parlementaires de la Communauté des Caraïbes
ACP	États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
AC	Accord de contribution
CARDI	Institut de recherche et de développement agricole des Caraïbes
CARICAD	Centre des Caraïbes pour l'administration du développement
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CARIFORUM	Forum des Caraïbes
CARTAC	Centre régional d'assistance technique des Caraïbes
CCJ	Cour de justice des Caraïbes
CCS	Secrétariat de la CARICOM
BDC	Banque de développement des Caraïbes
CDERA	Agence caribéenne d'intervention d'urgence en cas de catastrophe
CEDA	Agence pour le développement des exportations des Caraïbes
CEHI	Institut de santé environnementale des Caraïbes
CFNI	Institut de l'alimentation et de la nutrition des Caraïbes
ACDI	Agence canadienne de développement international
CISP	Programme de soutien à l'intégration des Caraïbes
IMC	Institut météorologique des Caraïbes
OMC	Organisation météorologique des Caraïbes
Conférence	La conférence des chefs de gouvernement
CRIP	Programme indicatif régional CARIFORUM
CRITI	Institut régional d'information et de traduction des Caraïbes
CRNM/OTN	Mécanisme de négociation régional des Caraïbes
CSME	Marché et économie uniques de la CARICOM
CSME	Marché et économie uniques de la CARICOM
DFID	Département pour le développement international (Royaume-Uni)
CE	Commission européenne
FSD	Fonds européen de développement
CEG	Comité exécutif de gestion
APE	Accord de partenariat économique
UE	Union européenne
CF	Convention de financement
HRM	Gestion des ressources humaines
TIC	Technologies de l'information et de la communication
BID	Banque internationale de développement
IMPACS	Agence de mise en œuvre de la CARICOM pour la criminalité et la sécurité

EM	État membre CARICOM/CARIFORUM
EMP	Évaluation à mi-parcours
ONS	Offices statistiques nationaux
OECS	Organisation des États des Caraïbes orientales
EOF	Examen opérationnel et financier
BNC	Bureau des négociations commerciales
PANCAP	Partenariat pancaraïbe contre le VIH/SIDA
UMP	Unité de mise en œuvre des projets
OS	Objectif spécifique du projet
OP	Objectif général
Région	États des Caraïbes, y compris tous les États membres de la CARICOM et du CARIFORUM
REHAPA	Centre régional des Caraïbes pour l'éducation et la formation des assistants de santé animale et de santé publique vétérinaire
Traité révisé	Traité de Chagauramas de 1973, tel que révisé le 5 juillet 2001 à Nassau, Bahamas
RIDS	Stratégie d'intégration et de développement régional
RMTA	Assistance technique à la mobilisation des ressources (département du secrétariat de la CARICOM)
DSR	Document de stratégie régionale
PIR	Programme indicatif régional
SSC	Comité permanent des statisticiens de la CARICOM
Secrétariat	Le Secrétariat de la CARICOM
SIRHASC	Renforcer la réponse institutionnelle au VIH/SIDA/IST dans les Caraïbes
GNC	Groupe de négociation commerciale
TdR	Termes de référence
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
PTA	Plan de travail annuel
OMC	Organisation mondiale du commerce